

que le député de Davenport demeurerait à son siège—il savait fort bien que personne à la Chambre ne pouvait lui répondre, parce qu'à ce moment-là, il se trouvait à clore le débat, en vertu du Règlement sur la motion portant deuxième lecture du bill C-102, concernant les banques et les opérations bancaires.

Il a prononcé ce discours sur les théories créditistes, sachant fort bien que, d'après le Règlement, personne ne pouvait plus lui répondre, que le débat était terminé, bref, que le Règlement défendait à qui que ce soit de se lever pour réfuter ce discours.

Voici quelques extraits de ce discours que je voudrais relever.

D'abord, le ministre d'État, autrefois ministre des Finances, part de principes créditistes qui ne sont pas vraiment des principes créditistes. Le *leitmotiv*, l'argument qui revient continuellement dans ce discours de l'ancien ministre des Finances, qu'on peut retrouver à la page 2373 du *hansard* du 14 juin 1965, l'idée qui revient continuellement est la suivante: Les créditistes veulent accroître démesurément la masse monétaire.

Là, monsieur le président, il faut tout de suite s'opposer à ce que l'ancien ministre des Finances veut inclure dans une théorie, alors que cela n'y est pas du tout.

• (6.20 p.m.)

Il n'est pas question, monsieur le président, d'accroître la masse monétaire de façon démesurée. Loin de là! Ce que les créditistes proposent, c'est plutôt d'accroître la masse monétaire au même rythme—non pas plus vite, non pas plus lentement—que les citoyens canadiens et les industries canadiennes sont en mesure d'accroître notre production.

Si la production canadienne s'accroît de beaucoup, la masse monétaire doit augmenter au même rythme, parce que la masse monétaire sert et permet aux citoyens canadiens d'acheter leur production.

Si, par ailleurs, la production ne s'accroît pas, si elle diminue, à ce moment-là, il est évident que la masse monétaire ne pourra pas non plus s'accroître, et elle doit même diminuer au même rythme que la production aura diminué. On peut donc réaliser que cela est loin de ce que prétendait l'ancien ministre des Finances, député actuel de Davenport et ministre d'État, lorsqu'il disait que nous voulions accroître la masse monétaire démesurément.

Le ministre disait, à un moment donné, et je cite:

L'autre danger principal découlant de dépenses excessives à un moment où se produit un accroissement déraisonnable de la masse monétaire...

Monsieur le président, l'expression «accroissement déraisonnable de la masse monétaire» revient continuellement dans ce discours de l'ancien ministre des Finances.

Il est donc facile de voir que tout cet énoncé de l'ancien ministre des Finances repose sur des bases fausses, parce que les créditistes n'ont jamais prétendu accroître démesurément la masse monétaire. Et lorsqu'on critique un système, après l'avoir fausement décrit, il est plus facile de le critiquer. Mais si l'on commence par comprendre ce qu'est le Crédit social exactement, à ce moment-là, la critique devient plus difficile. Au fait, je n'ai jamais rencontré personne encore qui ait réussi à le critiquer en exposant exactement ce qu'était le Crédit social. On cherchait plutôt à le tourner en ridicule qu'essayer à le comprendre.

Monsieur le président, l'ancien ministre des Finances, qui est ministre d'État à l'heure actuelle, a dit également ceci:

Nous devons reconnaître que cette inflation est fondamentalement injuste.

Parce qu'il dit, auparavant:

Je ne crois pas que, de l'avis des défenseurs du Crédit social, les augmentations de prix et l'inflation constituent un grave danger.

Et il dit que le Crédit social aurait pour effet de créer l'inflation. Il dit spécialement, et je cite toujours son discours:

Si la masse monétaire augmente trop, cela entraîne des majorations de prix et des difficultés dans la balance des paiements. Si la masse monétaire continue d'augmenter, ainsi que la pression des dépenses qui en résultent pour l'économie, il est à prévoir qu'elle conduira en fin de compte à l'inflation et, dans un pays comme le nôtre, à une crise du change.

L'ancien ministre des Finances faisait valoir le spectre de l'inflation en parlant des créditistes.

Eh bien, monsieur le président, ne l'avons-nous pas, aujourd'hui, l'inflation? Est-ce que ce sont les théories créditistes qu'on applique? Pas du tout. On en rit. Mais l'inflation, on est en plein dedans. L'inflation, on l'a comme on ne l'a jamais eue au Canada depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir. Ce ne sont pas les créditistes qui causent l'inflation actuelle et pourtant, on l'est, dans l'inflation.

Qu'est-ce qui cause l'inflation? C'est le gouvernement actuel par ses augmentations continues de taxes, d'impôts, qui font augmenter les prix, et lorsque les prix augmentent, naturellement les ouvriers demandent de plus hauts salaires, et lorsque les salaires augmentent, les prix augmentent. Mais, la cause première, la cause profonde de l'augmentation des prix et de l'inflation que nous connaissons actuellement au Canada, ce sont les augmentations de taxes et d'impôts qui se répètent